

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

---

AVENANT N° 122 DU 19 OCTOBRE 2018  
CONFIRMANT L'ACCORD DU 17 JUILLET 2017  
RELATIF À LA DÉFINITION DE L'ORDRE PUBLIC CONVENTIONNEL

NOR : ASET1950305M  
IDCC : 1000

---

Entre :

SAFE,

D'une part, et

UNSA ;

SNPJ CFDT ;

FNSECP CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

L'article 16 de l'ordonnance n° 2017-1385 relative au renforcement de la négociation collective, prévoit qu'un accord relatif à l'ordre public conventionnel de branche peut être confirmé par avenant si celui-ci est signé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

C'est dans ce cadre que les organisations patronales et salariées ont rédigé cet avenant.

**Article unique**

En application de l'article 16, I, de l'ordonnance n° 2017-1385, les organisations signataires décident que l'accord du 7 juillet 2017 relatif à l'ordre public conventionnel régissant les relations entre les salariés et les entreprises soumises à la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats, et conclu sur le fondement du deuxième alinéa de l'article L. 2253-3 du code du travail, dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance précitée continue de produire effet tel que prévu dans sa rédaction initiale.

**Durée**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

#### Dépôt. – Entrée en vigueur

Le présent accord est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent accord entre en vigueur dès la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

#### Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré que l'accord répondant à la demande strictement encadrée par les textes de confirmation d'un accord précédent, n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, cet accord est limité au champ de la confirmation et ne peut moduler les effets de l'accord précédent.

#### Extension

L'extension de l'accord est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

Fait à Paris, le 19 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)